



**FORMULAIRE 4.5 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

**PAYS: RCA
PÉRIODE CONSIDÉRÉE:**

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Réduction de la Violence Communautaire en République Centrafricaine(RVC-RCA)
Numéro du Programme (*le cas échéant*)
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ PBF/IRF - 128

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Mission pour la République Centrafricaine (OIM-RCA)

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: CASAL (Cadre d'Appui Spirituel aux Autorités Locales) et la radio communautaire "LA VOIX DE PENDE"

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
4,750,000

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

TOTAL: 4,750,000

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 29

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 15/01/2016

Date de fin prévue à l'origine³
(*jour/mois/année*) 14/07/2017

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 30/06/2018

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date: 26/08/2017

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Rapport soumis par

Nom: Mario TAVOLAJ

Titre: Gestionnaire de Programme

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Oui Non Date: Avril à Mai 2017

Organisation participante (principale): OIM
Courriel: mtavolaj@iom.int

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.
Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Réinsertion économique des éléments des groupes armés non-éligibles pour le programme national de DDRR est atteinte grâce à la formation professionnelle et aux activités génératrices de revenus.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Les groupes cibles prioritaires sont engagés dans les Cash for Work (CfW) et ont amélioré leurs conditions de vie à travers les infrastructures communautaires réalisées. Une liste de CfW approuvée pour 7,000 enregistrés dans une base de donnée. Tous les 7,000 ont bénéficié du CfW, desquels 4,681 ex-combattants et 2,319 membres vulnérables des communautés, ont complété 24 journées de CfW chacun. 33 infrastructures ont été réhabilitées ou construites en plus des 52km de route reprofilés à travers le CFW. De plus, 891 kits d'AGR ont été distribués aux 1,000 bénéficiaires (certains en groupe) enregistrés pour les AGR, dont 600 initialement prévus et 400 pendant l'extension. Un encadrement pratique des bénéficiaires est effectué au quotidien par 20 agents techniques de base formés. 246 kits supplémentaires ont été distribués à 300 bénéficiaires pendant l'extension parmi les 600 bénéficiaires qui avaient déjà commencé leur activité et qui ont donné preuve d'engagement et de réussite.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Les résultats de l'évaluation finale de la première phase du projet en mai 2017 indique que "globalement, le CfW et les AGR ont permis un bon début de réinsertion : 53% des ex-combattants bénéficiaires du projet affirment que leur situation économique s'est améliorée en raison du projet. Les 47% qui partagent pas cette idée considèrent que les options AGR disponibles ne sont pas suffisantes et que la durée du CfW est trop courte pour leur permettre d'économiser de l'argent en vue de démarrer d'autres activités. Sur la base de l'évaluation finale de mai 2017, 73% des parties prenantes ont confirmé que les conditions de vie des

bénéficiaires se sont améliorées (voir Page 6 de l'évaluation finale). Ce résultat a contribué d'une manière évidente à faire sortir les bénéficiaires, membres des groupes Patriotes, autodéfenses communautaires et Anti Balaka, de la spirale de la violence. Ce fait est prouvé par la chute drastique des incidents sécuritaires dont ils étaient auteurs. Le nombre d'incidents du premier semestre de cette année ayant comme acteurs les groupes d'appartenance des bénéficiaires du projet ont été réduits à 3 contre 20 durant la vie du projet. Toutefois le nombre total d'incidents sécuritaires n'as pas connu une réduction significative du faite de la récrudescence des épisodes de violence perpétrées par le groupe MPC/RJ. Sur les 611 incidents enregistrés, seulement environ 10% sont attribués aux bénéficiaires du programme. Selon le rapport de l'enquête de perception menée en Avril 2018, 93% des personnes interviewées affirment que le programme a contribué à la réduction de la violence dans leur zone d'appartenance. Telle que formulée dans le document de révision du descriptif du projet, les résultats obtenus ont confirmé/validé la théorie du changement telle que formulée dans le document de projet sous conditions du contrôle et des solutions de court et de long terme concernant les groupes signataires des Accords de Bangui.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Deux problèmes majeures ont contribué à des retard significatifs dans la mise en œuvre du programme: 1) une période de démarrage du projet plus difficile que prévu compte tenu du contexte sécuritaire et opérationnel extrêmement complexe et du manque d'une analyse au préalable de la nature des groupes armés, soldé par les retards dans la mise en place des Comités locaux et l'identification des bénéficiaires en général et ceux des AGR et des infrastructures prioritaire et 2) la détérioration de la situation sécuritaire dans la commune de Banh (Gouze et Bambara) à partir du dernier quadrimestre de 2016 ,alors qu'une partie des milices MPC/RJ initialement stationnées au nord de Paoua se sont déplacés à Gouze, où ils ont mené des attaque dans les villages environnants et les incursions répétées des groupes armés dans les villages de la zone du projet. Ces évènements ont entraîné l'arrêt des activités du projet RVC à Gouze et de forts retards dans les zones de l'axe Paoua-Bozoum notamment dans les activités THIMO, l'achèvement des travaux de construction. Des mesures d'ajustement ont été prises par la gestion du projet pour réduire l'impact à travers les demandes d'extension avec coût et sans coût, approuvées par le bailleur et en faisant recours à l'utilisation des partenaires ou sous-traitants dans les localités à plus haut risque pour les activités de suivi, facilitation et sensibilisation. Ces mesures ont faciliter l'atteinte des resultats malgré les retards.

Description du résultat 2: La réinsertion sociale des éléments des groupes armés non éligibles au Programme National de DDRR et la coexistence pacifique au sein de leurs communautés a été atteinte par le biais des formations professionnelles et des dialogues communautaires dans les zones sensibles, jouant un rôle plus fort et positif sur la prévention de la violence; la coexistence pacifique est atteinte au niveau de la communauté, à travers l'établissement de mécanismes de règlement pacifique des disputes intercommunautaires et internes comme alternative à la violence.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Un total de 611 incidents enregistrés dans la période 2015-2018. Le nombre des incidents commis par le groupe des bénéficiaires du projet a considérablement baissé (résultat 1). Les Comités ont joué un rôle clé dans l'identification des bénéficiaires aux AGR, des infrastructures et des projets communautaires et sont des acteurs de sensibilisation et de médiation. Un cours de formation des formateurs sur l'analyse et la médiation pour 32 leaders communautaires, qui a leur tour ont formé 630 autres leaders a été mené. Ainsi 25 conflits majeurs ont été résolus avec l'organisation de 5 cérémonies de réconciliation et 44 autres conflits sont en phase de pre-médiation. 34 séances de sensibilisation communautaire, 300 séances de socialisation, 74 manifestations socioculturelles et sportives, 120 interventions de sensibilisation et information par la radio communautaire, par dépliants, posters (3000) distribués et panneaux (26) installés. 7 dépôts d'armes construits pour stocker les armes.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Tout au long du projet, la diminution du nombre d'incidents de violence intracommunautaire et un pourcentage significatif de conflits inter et intracommunautaires résolus par des moyens pacifiques et signalés par les Comités Locaux. Selon les données collectées via le système de collecte des données mis en place, ce sont 611 incidents qui ont été enregistrés jusqu'à cette date. De manière générale, les incidents ont diminué de 25% pendant la durée de vie du projet et les incidents majeurs ayant comme acteurs les bénéficiaires du projet RVC ont diminué de 80% par rapport à 2016. Ce sont au total 25 conflits majeurs qui ont été résolus par les Comités Locaux et les Facilitateurs de dialogue communautaire avec l'appuis de CASAL et 44 autres conflits sont à l'étape de négociation en vue d'une solution pacifique.

Des campagnes communautaires de sensibilisation sont lancées pour informer les acteurs de violence et les communautés sur les risques liés à la circulation illégale des armes et sur les thématiques de la paix, de la cohésion sociale, du civisme et de la réconciliation. 120 séances de sensibilisation à travers la radio, les affiches, dépliants et de formation ont été organisées sur les dangers liés à la circulation des armes. Afin de renforcer le contrôle de la communauté sur la circulation illicite des armes, 7 dépôts de stockage d'armes ont été construits et quatre Communautés ont déjà collecté d'armes dans leur localité. Un nombre important d'armes artisanales ont déjà été collectées et stockées dans les magasins. Selon le rapport d'évaluation de Mai 2017, "presque tous les répondants hommes et femmes, ont vu les campagnes de sensibilisation et affirment que le projet a contribué à la sensibilisation sur les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC)" (Page 46). Toujours selon le même rapport, "60% des femmes et près de la moitié des hommes répondants indiquent que le désarmement ou la gestion des armes a été entrepris par ce projet" (Page 47) et 59,5% des combattants affirment avoir remis des armes.

Les éléments des groupes armés non éligibles au programme national de DDRR et l'ensemble de la communauté sont engagés dans un dialogue sur la recherche, la mise au point et en œuvre des mécanismes pacifiques de règlement des différends. Pour faciliter les activités de socialisation des bénéficiaires, 25 Relais Communautaires (leaders religieux) ont été formés sur les thématiques de cohésion sociale, coexistence pacifique, éducation civique, le civisme afin d'encadrer les bénéficiaires sur les chantiers de travail temporaire. Ainsi 300 séances de socialisation ont été organisées. Dans le cadre du Championnat de football RVC, 31 matchs

de football entre les Communautés et 44 activités socioculturelles regroupant environ 30,000 personnes ont été organisés.

L'Etat Centrafricain vient d'approuver les documents de formalisation des Comités Locaux du projet par la délivrance des arrêtés de reconnaissance au vu du rôle important qu'ils jouent.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Deux problèmes majeures ont contribué à des retards significatifs dans la mise en œuvre du programme: 1) une période de démarrage du projet plus difficile que prévu compte tenu du contexte sécuritaire et opérationnel extrêmement complexe et du manque d'une analyse au préalable de la nature des groupes armés, soldé par les retards dans la mise en place des Comités locaux et l'identification des bénéficiaires en général et le démarrage des formations et 2) la détérioration de la situation sécuritaire dans la commune de Banh (Gouze et Bambara) à partir du dernier quadrimestre de 2016, alors qu'une partie des milices MPC/RJ initialement stationnées au nord de Paoua se sont déplacés à Gouze, où ils ont mené des attaques dans les villages environnants et les incursions répétées des groupes armés dans les villages de la zone du projet. Ces événements ont entraîné l'arrêt des activités du projet RVC à Gouze et de forts retards dans les zones de l'axe Paoua-Bozoum notamment dans les activités de sensibilisation, socialisation et socioculturelles et sportives. Des mesures d'ajustement ont été prises par la gestion du projet pour réduire l'impact à travers les demandes d'extension avec coût et sans coût approuvées par le bailleur et en faisant recours à l'utilisation des partenaires ou à sous-traitants dans les localités à plus haut risque pour les activités de suivi, facilitation et sensibilisation. Ces mesures ont facilité l'atteinte des résultats malgré les retards.

Description du résultat 3:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>La base de données du système d'information du projet permet le suivi et le contrôle des indicateurs revus et actualisés par l'évaluation à mi-parcours. Cette évaluation a permis de mesurer l'état d'avancement au mois d'août 2016 et de fournir des recommandations, qui ont servi par la suite pour définir une stratégie de sortie. L'évaluation externe des mois d'avril et mai 2017 a enfin permis de faire l'état des lieux du projet avant l'approbation de son extension avec coûts additionnels. Des enquêtes d'évaluation ont été menées auprès des bénéficiaires et principaux acteurs concernés au sujet de leur vision sur tous les aspects de mise en œuvre du programme. Le rapport d'évaluation a été examiné par l'OIM et par MINUSCA DDRR, partagé avec les membres du Comité de Pilotage et est joint au présent rapport.</p> <p>Les liens d'accès à la base données du système d'information seront mis à la disposition des bailleurs une fois les formalités internes d'usage accomplies.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Oui. Le retard dans la mise en œuvre du processus de DDRR national, et le fait qu'un nombre estimé de plus de 60,000 membres de groupes armés dans tout le pays ne répondent pas aux critères d'éligibilité du programme national de DDRR, a créé une situation sécuritaire dangereuse. Une réponse au risque sécuritaire représenté par ces groupes, par les moyens d'un</p>

	<p>processus de réinsertion et de réintégration socioéconomique durable s'est avéré nécessaire. Le RVC Paoua a contribué à cet objectif en assurant la réinsertion socioéconomique de 4,681 membres de groupes armés et d'autodéfense (sur 7,000 bénéficiaires) à travers des activités de Cash For Work (CFW) et la réintégration de 588 (sur 1,000 bénéficiaires) par le biais des AGR durable. Cela a engendré la réduction drastique des incidents sécuritaires ayant pour auteurs les éléments des groupes armés non éligibles au Programme National de DDRR. Ce projet a servi d'expérience et représente un modèle pour le développement d'interventions similaires de stabilisation communautaire et de réduction de la violence dans d'autres zones du pays touchées par l'insécurité.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a bénéficié d'un financement de la part du CSO du Département d'Etat des Etats Unis pour soutenir le renforcement des capacités des Autorités Locales et Leaders Communautaires sur la médiation et la résolution des conflits. Ce financement a permis de mettre en place un cours complet de formation des formateurs pour 30 leaders communautaires sélectionnés dans les 10 Comités Locaux (CL) et 2 membres d'une organisation de la société civile CASAL (Cadre d'Appui Spirituel aux Autorités Locales). Ces cours de formation ont participé au renforcement des capacités des CL actifs dans la médiation et la prévention / résolution des conflits intra et intercommunautaires par le dialogue. La MINUSCA a également sollicité un plan détaillé, actuellement en cours de financement, pour construire ou réhabiliter 19 ponts et établir l'éclairage public dans des localités critiques dans toute la sous-préfecture de Paoua. Le Projet a permis également le financement par l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (UEPNDDRR), d'un programme de Réintégration de 30 Ex-Combattants à Paoua pour renforcer aussi les acquis du RVC dans cette localité. Enfin, les expériences et les acquis du projet ont également contribué à lancer un processus d'élaboration d'une stratégie nationale de RVC en Centrafrique.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Les innovations clés apportées par le projet pilote à considérer comme de bonnes pratiques de référence pour le développement de nouvelles initiatives sont: 1) le partenariat avec les organisations de la société civile comme par exemple avec le groupe inter-religieux local CASAL, qui a contribué à faire progresser le travail de médiation et de résolution des conflits, et négocier un meilleur accès aux zones à risque sécuritaire, ainsi qu'à améliorer l'impact d'une vaste gamme de campagnes de sensibilisation menée, entre autres, grâce au partenariat avec la radio communautaire, Radio Pende, qui a bénéficié de l'appui matériel du projet. 2) Les initiatives communautaires de contrôle des armements, dans lesquelles les membres des groupes armés rendent leurs armes qui sont mises en dépôt dans les communautés, sous contrôle partagé avec les autorités locales,</p>

	<p>préservant ainsi la capacité de la communauté à se défendre, tout en empêchant la circulation non surveillée des armes. 3) La mise en place d'un système d'alerte précoce dans toute la zone du projet qui alerte le plus rapidement possible la MINUSCA Force en cas d'attaque ou incursion des groupes ou encore pour rapporter tous les incidents survenus dans la communauté. et 4) La mise en place d'une base données des incidents sécuritaires qui permet d'avoir une nette appréciation de l'évolution des incidents d'une part et des principaux auteurs d'autres part afin de mesurer l'impact du projet.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Dans la phase d'extension du projet un accent particulier a été mis sur la prise en compte du genre. En illustration, le choix des 400 nouveaux bénéficiaires AGR a pris en compte une proportion d'environ 39% de femmes. Sur les 1,000 bénéficiaires éligibles aux AGR, les femmes représentent environ 32% du total. Aussi, les femmes ont été fortement impliquées dans les formations sur l'analyse, la médiation et la facilitation de dialogue. 30% des personnes formées sont des femmes leaders. En plus, plus de 30% de la main d'oeuvre utilisée dans le cadre des projets d'initiative communautaire étaient constitués des femmes. En un mot, la place des femmes a été prise en compte dans tous les secteurs d'activité du projet. Pour les activités socioculturelles, chaque groupe de danse était composé d'au moins 50% de femmes et de même concernant les groupes de sensibilisation mis en place dans chaque communauté.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 La réinsertion économique des éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDRR est atteinte grâce à la formation professionnelle et aux activités génératrices de revenus	Indicateur 1.1 Les éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDRR sont économiquement intégrés et ne retournent pas dans des activités illicites	0	4,800 éléments armés non-éligibles au programme national de DDRR ont bénéficié d'un soutien pour leur réinsertion socioéconomique	4,681 membres des éléments armés non éligibles au programme national de DDRR ont terminé un cycle de travail de 24 jours et parmi eux 588 dont 77 femmes ont été sélectionnés et ont bénéficié des projets AGR durables.	Une certaine réticence initiale des potentiels bénéficiaires pensant pouvoir bénéficier du DDRR, présence de spoilers, peur que certains d'entre eux se déclarent comme éléments impliqués dans la violence. Le travail avec les CL a conduit à une hausse du nombre de membres de groupes armés acceptés	
	Indicateur 1.2 A la fin du projet, les membres de la communauté perçoivent une amélioration de leur situation économique	64,5% des membres de la Communautés et des autorités locales attribuent les principales causes de la violence et du banditisme à la	A la fin du projet, 80% des membres de la communauté interrogés perçoivent une amélioration de leur situation économique grâce au projet	73% des membres de la communauté perçoivent une amélioration de leur situation économique selon le rapport de l'évaluation finale et 81% selon l'enquête de perception	L'évaluation a été menée au moment où plus de 1,000 bénéficiaires attendaient d'avoir accès au Cfw et 240 bénéficiaires aux AGR. Par contre l'enquête a été menée au moment où tous les bénéficiaires ont eu accès aux Cfw.	Selon l'enquête sur la perception de la situation économique environ 81% des personnes perçoivent une amélioration de leur condition de

		pauvreté et 43,63% à la présence des groupes armés.				vie à travers les AGR, Cfw et la réduction de la violence
Produit 1.1 Les groupes cibles prioritaires engagés dans les Cash for Work (CFW) ont permis d'améliorer les conditions de vie et les infrastructures communautaires locales	Indicateur 1.1.1 Nombre de participants inscrits dans les Cash for Work	0	7000 dans les 7 communautés cibles: 4,200 membres des groupes armés non éligibles au programme national de DDRR et 2800 membres vulnérables des communautés. Atteindre au moins 25% de femmes sur le total des bénéficiaires	7,000 bénéficiaires ont été engagés dans les Cfw dans les 10 communautés dont 4,681 (358 femmes) membres des groupes armés non éligibles au programme national de DDRR et 2,319 (1,372 femmes) membres vulnérables des communautés. Les femmes représentent environ 25% du total des bénéficiaires	10 communautés au lieu de 7 4,800 membres des groupes armés non éligibles au programme national de DDRR et 2,200 vulnérables au lieu de 4,200 et 2,800); La part des femmes des groupes armés inscrites représente seulement 7% du total Pour les vulnérables, le % de femmes est 60	Augmentation du nombre de communautés en raison de la dispersion des communautés et des conflits entre eux/groupes armés respectifs.
	Indicateur 1.1.2 Nombre de jours/personne	168,000 jours/personnes	0	168,000 jours/personnes		7,000 personnes ont reçu un salaire journalier pour les 24 jours de travail, représentant 168,000 jours/personnes
Produit 1.2	Indicateur 1.2.1					

	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 La réinsertion sociale des éléments des groupes armés non éligibles au DDRR et la coexistence pacifique au sein de leurs communautés a été atteinte par le biais des formations professionnelles et les dialogues communautaires dans les zones sensibles,	Indicateur 2.1 Nombre d'incidents de violence inter et intracommunautaire rapportés pendant la durée de vie du projet	En prenant comme données de base, Mai -Décembre 2016, 156 incidents ont été rapportés selon le système de suivi des incidents.	De juin 2016 à maintenant ce sont au total 299 incidents qui ont été rapportés par le système de suivi des incidents	581 incidents suivis à partir de Janvier 2015, se trouvant dans une base de données qui sera mise en ligne bientôt avec accès à distance restreint.	Les incidents sécuritaires majeurs ayant eu lieu dans les 10 communautés ont diminué de 25% pendant la durée de vie du projet. Les incidents sécuritaires ayant comme acteurs les bénéficiaires du CVR sont diminués dans l'année 2017 du 80% par rapport à 2016.	Système de suivi des incidents opérationnel, et cartographie /composante d'analyse en amélioration. La tendance des incidents majeurs est à la baisse chez les groupes d'autodéfense à base communautaire et a augmenté pour les groupes armés de RJ et du MPC en raison de l'expansion de leurs activités.
	Indicateur 2.2 Nombre de disputes inter et intra-	0	Les disputes inter et intracommunautaires résolues par des moyens pacifiques	25 conflits résolus par la médiation et 5 cérémonies de réconciliation ont déjà	La cible exprimée comme une "hausse de 30%" ne peut pas être utilisée, puisque la donnée de base	5 cas de résolutions des disputes intercommunautaires

<p>jouant un rôle plus fort et positif dans la</p>	<p>communautaires résolues par des moyens pacifiques et rapportées par les comités locaux</p>		<p>rapportées ont augmenté de 30% au cours du projet.</p>	<p>été organisées et enregistrées. 44 séances de médiation sont en cours</p>	<p>est de 0, étant donné qu'aucun enregistrement des précédentes disputes n'existe. Par conséquent, l'objectif est défini à 10 résolutions de disputes menées enregistrées au cours du projet</p>	<p>es et 20 cas intracommunautaires organisés avec les CL respectifs: plus de 44 cas de conflits sont en cours de traitement. 5 cérémonies de réconciliation organisées</p>
<p>Produit 2.1 Le comité local a un rôle clé dans les décisions de mise en œuvre des projets communautaires (besoins prioritaires de la communauté, sélection des bénéficiaires (40% des membres de la</p>	<p>Indicateur 2.1.1 Nombre de réunions de coordination avec les acteurs de consolidation de la paix et de cohésion sociale incluant le Ministère de la Réconciliation</p>	10	<p>30 réunions (au niveau central et régional)</p>	30 réunions	<p>L'OIM en tant que membre de UNCT participe aux mécanismes de coordination des NU au niveau national et local (équipe pays humanitaire, Coord. du CM, cluster de protection). Le Comité de Pilotage du Projet comprend trois Ministères pour accentuer les mécanismes de coordination du projet</p>	<p>Réunions de mécanisme de coordination des NU au niveau national (équipe humanitaire pays, Coordination du CM, Cluster de protection) et au niveau de Paoua (Bureau de la MINUSCA, agences des NU, ONGI, ONG, société civile, et les autorités locales concernées) Total:</p>

communauté), S&E, etc.) et dans la médiation des disputes communautaires						plus de 200 réunions régionales.
	Indicateur 2.1.2 Nombre de comités communautaires locaux mis en place et/ou habilités	0	7 comités communautaires locaux sont mis en place et/ou habilités	10 CL sont établis avec 192 membres, habilités et formés sur les thématiques de la paix, cohésion sociale, vivre ensemble, dialogue communautaire (111 séances) avec ToRs définis	Forte fragmentation des communautés, dispersion des populations, difficultés de mouvement et manque de transports; rivalités entre les groupes	Les 10 CL sont mis en place et fonctionnels, avec des termes de références établies et un code de conduite. les cycles de Formation sont terminés.
Produit 2.2 Des campagnes de sensibilisation communautaires ont été lancées pour informer sur les risques liés à la circulation illégale d'armes	Indicateur 2.2.1 Nombre de séances de sensibilisation effectuées pour informer sur les risques liés à la circulation illégale d'armes.	0	Au moins 70 séances de sensibilisation sont tenues sur les risques liés à la circulation illégale d'armes dans les 7 communautés	La formation des membres des CL et des Relais Communautaires est effectuée. 110 séances de sensibilisation à destination des bénéficiaires à travers les campagnes radio, les sensibilisations de masse et la socialisation des bénéficiaires.	Le nombre de communautés ciblées par le projet a augmenté, par conséquent au moins plus de 10 séances de sensibilisation ont été mise en œuvre dans chaque communauté	Environ 80 campagnes de sensibilisation à destination des communautés (au moyen de la radio, de la distribution de matériel d'informations, de bannières sur les dangers liés à la circulation des armes dans communautés). 120 séances de socialisation sur

						les chantiers cfw avec la moyenne de 12 séances
	Indicateur 2.2.2 Nombre d'initiatives menées par les autorités locales et soutenues par le projet pour la remise volontaire d'armes aux autorités locales	0	A la fin du projet, au moins 7 initiatives menées par les autorités locales (1 par localité ciblée) sont entreprises pour la remise volontaire d'armes	4 initiatives de collecte et de stockage d'armes ont été menées dans 04 communautés. 07 dépôts d'armes ont été construits un nombre estimé de plus de 1,000 armes a été mis sous control de la communauté.	Variance: Le nombre de CL est passé de 7 à 10 (une communauté trop loin des bases des CL a demandé à avoir sa propre initiative)	04 initiatives de collecte et de stockage d'armes terminées dans trois communautés. Construction au total de 7 lieux de stockages soutenue par le projet et la collecte à travers la sensibilisation se poursuit pour renforcer le contrôle des armes.
Produit 2.3 Les éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDDR et la communauté sont engagés dans le	Indicateur 2.3.1 Évènements sociaux/ culturels/ sportifs organisés par le projet au niveau communautaire	0	70 événements sociaux/culturels/sportifs sont organisés dans les 7 communautés au cours du projet	75 événements sociaux/culturels/sportifs sont organisés dans les 10 communautés au cours du projet		31 matchs de football du championnat de RVC ont eu lieu ; 44 festivals de musique et de danse traditionnelle ont été organisés, Présence attendue: 30,000 personnes

dialogue communautaire sur les moyens pacifiques de résolution des disputes, comme alternative à la violence	Indicateur 2.3.2 Nombre de séances d'éducation civique et de coexistence pacifique organisées au profit des membres associés aux groupes armés	0	350 séances d'éducation civique et de coexistence pacifique dans les 7 communautés	300 séances de socialisation ont déjà été conduites avec les bénéficiaires dans les 10 communautés, incluant la coexistence pacifique et l'éducation civique		3 séances de formation pour les communautés et les leaders religieux (25) sélectionnés pour la mise en œuvre des activités de socialisation dans les 12 sites de CfW. 272 séances de socialisation ont déjà été conduites dans les 10 communautés des 12 sites cfw et 28 séances de socialisations
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					

Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	L'engagement dans ce processus des membres des groupes armés (GAs) grâce à des mécanismes dirigés par la communauté permet de rééquilibrer la répartition du pouvoir entre les détenteurs d'armes et les autorités locale/leadership communautaire au profit des premiers, accélère la réinsertion et réintégration dans leur communauté. Les mécanismes de contrôle des armes dirigés par la communauté elle-même semblent être à la fois viables et durables et devraient être explorés plus en profondeur, en tant qu'accompagnement essentiel au DDRR national.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	La sequence d'une phase initiale de "Cash-for-Work" (CfW) suivie d'une activité de génération de revenu (AGR) est un mécanisme de réinsertion et de réintégration très utile pour traiter avec les membres des GAs informels, car il permet une période d'interaction avec eux. Outre les activités de sensibilisation et de socialisation, les bénéficiaire reçoivent une formation de base préalable aux AGR, composés par une formation professionnelle et la mise à disposition des équipements, outils et matériels nécessaires. En outre cela permet aux bénéficiaires d'être en mesure de contribuer financièrement à leur propre projet. Dans le projet pilote seulement une petite partie des membres des groupes armés (moins du 8%) a pu avoir accès aux AGR du fait des limitations budgétaires. Les futurs programmes RVC devraient considérer ces éléments et donner accès aux AGR à la totalité des ex-membres des GAs pour assurer la durabilité des résultats et la stabilisation de l'environnement sécuritaire.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Le système d'alerte précoce mise en place a été d'une extrême importance dans l'enregistrement des incidents et l'alerte de la force MINUSCA en cas d'attaque ou d'incursions des groupes armés. Ce système facilite une riposte rapide de la force dans la protection des civils et un ensemble d'autres mesures qui ont comme but d'améliorer l'environnement sécuritaire, comme la réhabilitation des ponts qui contribue substantiellement à la protection des populations.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	La Formalisation de l'existence des Comités Locaux par leur institutionnalisation par les Autorités Centrafricaines comme expression de la communauté et instrument de pérennisation des résultats et des acquis du projet en exerçant, au-delà des termes même du projet, comme interlocuteur proactif des autorités locales et de la communauté internationale pour la prise des décisions et la mise en œuvre des initiatives de relance socio-économique des communautés. Cette reconnaissance officielle prend note du rôle prépondérant joué par les Comités dans la résolution des conflits, la

	cohésion sociale et le développement dans leurs communautés respectives.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	La mise en oeuvre des Projets d'initiative communautaire a été perçue comme un instrument important de rapprochement inter et intracommunautaire et d'initiation des membres des Comités à la préparation et à la réalisation des activités de développement communautaire. En effet, pour renforcer les capacités des Comités dans la prise de décision et le développement de projets communautaires, leurs membres ont été directement responsables de la gestion de l'ensemble de ces activités et un montant forfaitaire leur a été alloué, sous la supervision de l'OIM.

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Les 2 principaux chefs des milices d'Auto-Défense dans la région de Paoua sont "Colonel" X et "Général" Y (noms retenus pour des raisons de sécurité). L'engagement initial du projet dans les zones sous leur contrôle a été prudent. Cependant, le Colonel X a rapidement accepté de participer à son comité local et a activement participé en incitant son groupe à déposer leurs armes. Il a également soutenu l'intégration de certains de ses éléments dans les activités CfW, pour lesquels il est devenu un facilitateur. Au fur et à mesure que la mise en œuvre du projet progressait (et que le processus National de DDRR auxquels les deux chefs de milices s'attendaient a continué à prendre du retard). Le Général Y a aussi finalement accepté de travailler en tant que facilitateur du CfW et a intégré un certain nombre de ses éléments dans le processus CfW. Plus tard, à mesure que la composante activités génératrices de revenus a commencé à être planifiée, les deux ont demandé des kits AGR et une formation, qui ont été approuvés par leurs comités respectifs, et sont actuellement mis en œuvre avec le soutien des membres de leur famille. Au fur et à mesure que ce processus avançait, les communautés respectives ont confirmé que X et Y et leurs groupes avaient cessé toute activité illégale (barrages routiers, banditisme) et sont devenus des «superviseurs de la paix» dans leurs communautés respectives, informant les autorités locales de Paoua et la MINUSCA de la présence d'éléments des groupes armés externes dans leur zone pour éviter d'avoir à les engager directement. Dans un épisode récent très parlant, un voleur a été capturé par les jeunes du village du Général Y. Au lieu d'arborer la «justice locale», ce qui aurait été le cas quelques mois plutôt, Y a lui-même livré le voleur à la gendarmerie de Paoua. Comme une rupture avait surgi entre ces deux leaders aux premiers stades de ce processus, la médiation par les CL et CASAL a conduit à une cérémonie de réconciliation formelle qui a engagé non seulement les deux leaders, mais aussi leurs communautés respectives qui avaient aussi été prises dans le conflit. Tous deux ont participé à l'atelier ToT pour apprendre à être des médiateurs et à enseigner aux autres comment mettre en œuvre une gestion efficace des conflits. Ils ont participé à certaines initiatives de médiation (images de l'interview disponible dans la courte vidéo produite pour le CVR).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Réinsertion économique des éléments des groupes armés non-éligibles pour le programme national de DDRR est atteinte grâce à la formation professionnelle et aux activités génératrices de revenus.					
Produit 1.1	Les groupes cibles prioritaires engagés dans les Cash for Work (CFW) ont permis d'améliorer les conditions de vie et les infrastructures communautaires locales	OIM	3,427,781		
Produit 1.2					
Produit 1.3					
Résultat 2:					
Produit 2.1					
Produit 2.2					
Produit 2.3					
Résultat 3: La réinsertion sociale des éléments des groupes armés non éligibles au DDRR et la coexistence pacifique au sein de leurs communautés ont été atteintes par le biais des formations professionnelles et des dialogues communautaires dans les zones sensibles, jouant un rôle plus fort et positif sur la prévention de la violence; la coexistence pacifique est atteinte au niveau de la communauté, à travers l'établissement de mécanismes de règlement pacifique des disputes intercommunautaires et interne comme alternative à la violence.					
Produit	Le comité local	OIM	213,414		

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

3.1	a un rôle clé dans les décisions de mise en œuvre des projets communautaires (besoins prioritaires de la communauté, sélection des bénéficiaires (40% des membres de la communauté), S&E, etc.) et dans la médiation des disputes communautaires				
Produit 3.2	Des campagnes de sensibilisation communautaires ont été lancées pour informer sur les risques liés à la circulation illégale d'armes	OIM	385,094		
Produit 3.3	Les éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDR et la communauté sont engagés dans le dialogue communautaire sur les moyens pacifiques de résolution des disputes, comme alternative à la violence	OIM	723,711		
Résultat 4:					
Produit 4.1					

Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):

Deux recommandations principales sur les modalités de mise en œuvre ont été mises en évidence par les évaluateurs externes: 1) qu'une présence accrue sur le terrain de la section DDRR de la MINUSCA, en particulier dans la supervision d'un processus plus large de contrôle des armements communautaires, sera très bénéfique pour augmenter l'impact et l'efficacité du projet et 2) que la création d'un Comité de Pilotage au niveau local de Paoua sera extrêmement utile pour assurer une meilleure coordination entre les Comités Locaux et les autorités, ce qui facilitera la durabilité et améliorera l'appropriation effective globale du programme par les autorités nationales.

On considère en outre que pour ce genre d'initiatives en prenant en compte les conditions du milieu et les contraintes sécuritaires le temps d'exécution ne devrait pas être inférieur à deux années afin d'assurer une importanté durabilité des résultats du projet. Aussi il serait souhaitable de mettre en oeuvre conjointement les prochaines initiatives RVC avec des programmes de DDRR pour les combattants des groupes armés afin de donner plus d'impact aux interventions en facilitant le dépôt des armes à toutes les parties prégnantes du conflits.